



« Monopoles et marges »

Dossier de presse en complément au rapport ***Taken, not earned: How monopolists drive the world's power and wealth divide*** (« Pris, pas mérité : Comment les monopoles accroissent les inégalités de pouvoir et de richesse »), publié en anglais le mercredi 17 janvier 2024.

Traduction et soutien à la diffusion : Observatoire des multinationales

Le Forum économique mondial affirme qu'il est engagé à améliorer l'état du monde [1], mais un nouveau rapport sur les plus grosses fortunes et les plus grosses entreprises au monde conteste cette affirmation. "***Taken, not earned: How monopolists drive the world's power and wealth divide***" (« Pris, pas mérité : Comment les monopoles accroissent les inégalités de pouvoir et de richesse »), publié à l'occasion de la rencontre de Davos, révèle comment les plus grandes multinationales, y compris les principaux partenaires du Forum économique mondial, utilisent leur pouvoir de monopole pour dépouiller les consommateurs, tout en exploitant les travailleurs et les citoyens, et en asphyxiant les petites entreprises.

Selon les auteurs du rapport, le pouvoir des monopoles alimente les inégalités et les divisions sociales, sape la démocratie, aggrave la crise climatique, manipule les gens de manière insidieuse et modifie fondamentalement la manière dont nous communiquons et interagissons les uns avec les autres.

Parmi les 20 plus grandes entreprises mondiales, au moins 14 sont partenaires du Forum économique mondial, ce qui signifie qu'elles parrainent l'événement et influencent le cadrage des débats lors de la réunion annuelle de Davos, qui ont à leur tour un impact plus large sur le débat public international [2]. Ces partenaires sont Apple, Microsoft,

Alphabet/Google, Amazon, Meta/Facebook, Eli Lilly, Visa, Novo Nordisk, Walmart, ExxonMobil, JP Morgan Chase, Johnson and Johnson, LVMH et Saudi Basic Industries (SABIC), dont Saudi Aramco détient 70 % des parts. Derrière ces entreprises se trouvent de nombreux milliardaires monopolistes parmi les plus riches et les plus puissants au monde.

Le rapport du Balanced Economy Project, de SOMO, de Global Justice Now et de Lobby Control met l'accent sur la manière dont ces individus et leurs entreprises ont acquis une position dominante sur les marchés et sur le plan stratégique, au point de devenir non seulement trop importants pour faire faillite (« *too big to fail* »), mais aussi trop importants pour qu'on leur fasse confiance et trop importants pour se soucier des autres [3].

Qu'est-ce que le pouvoir de monopole ?

On entend généralement par monopole un vendeur unique sur un marché, mais cette interprétation est trop étroite pour rendre compte de la réalité, et elle est également inexacte sur le plan juridique. La définition du monopole utilisée par les auteurs du rapport est la même que celle de certains régulateurs : une entreprise qui dispose d'un pouvoir de marché important et durable et qui peut agir de manière indépendante sans avoir à se soucier des réactions de ses concurrents, de ses clients, de ses travailleurs ou même des pouvoirs publics. Ainsi, les entreprises disposant d'un pouvoir de marché suffisant peuvent pratiquer des prix plus élevés sans craindre que leurs concurrents ne leur prennent des parts de marché [4].

Les nouvelles données présentées dans le rapport montrent comment certains des milliardaires les plus riches au monde ont accumulé leur fortune : les entreprises qu'ils contrôlent ont tiré parti de leur pouvoir de monopole pour extraire le maximum de profits de la société, en fixant les prix des biens à un niveau nettement plus élevé que ne le pourraient des entreprises plus petites. Le rapport fournit également des nouveaux chiffres sur le lobbying exercé par ces grandes entreprises, ainsi que sur la manière dont les pouvoirs publics ont autorisé au cours des dernières décennies une floraison de grandes fusions et acquisitions destinées à créer des monopoles, sans presque rien faire pour les empêcher. Il détaille également les autres problèmes causés par les monopoles au-delà de l'augmentation des prix, ainsi que l'étendue du pouvoir des monopoles dans l'économie mondiale actuel, les astuces utilisées par les monopoliseurs, le « système de monopole » caché qui protège le pouvoir des milliardaires, et ce que l'on peut faire pour y remédier.

Exploiter les consommateurs et les petites entreprises

L'une des façons les plus claires d'illustrer le pouvoir d'extraire de la richesse qu'ont les monopoles est ce que les économistes appellent les « marges » ou *markups* en anglais, c'est-à-dire la différence entre le prix de vente des biens et des services et le coût global de leur production.

Les profits élevés sont étroitement liés à des marges excessives. Par exemple, lorsque le coût de production est de 10 dollars, une petite entreprise vendra ce produit à 12,50 dollars, réalisant ainsi une marge bénéficiaire suffisante pour fonctionner, alors que l'entreprise en situation de monopole pourra facturer 15 dollars. La différence – 2,50 dollars dans cet exemple – s'apparente de fait à **un impôt privé que les consommateurs paient aux riches, à un moment où des millions de personnes ordinaires souffrent de la crise du coût de la vie.**

Ces impôts privés prélevés par ceux qui détiennent le pouvoir de monopole constituent un lien essentiel entre leur richesse et notre pauvreté ; leurs revenus sont nos pertes.

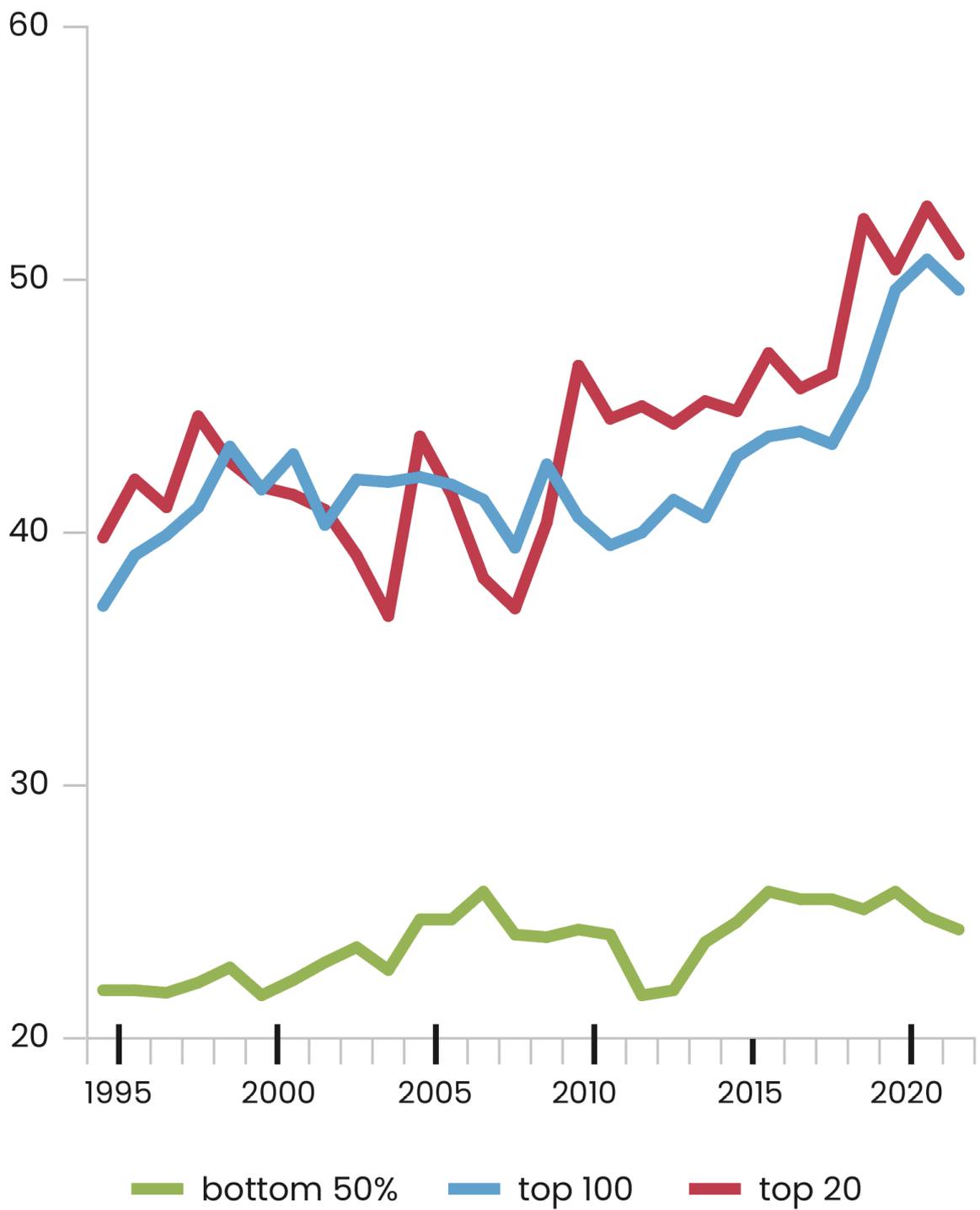
Au cours des cinq années qui nous séparent de 2022, pour les 20 premières entreprises mondiales, la « marge » moyenne a augmenté pour atteindre environ 50 %. C'est le double de la marge moyenne de 25 % pour les 50 % d'entreprises du bas de l'échantillon. C'est une preuve supplémentaire que les grandes entreprises mondiales utilisent leur pouvoir de monopole sur leurs marchés respectifs pour augmenter les prix et les maintenir à un niveau élevé, en pressurant au passage les consommateurs [5].

La nouvelle analyse présentée dans le rapport *Taken, not earned* met également en lumière trois grandes tendances mondiales.

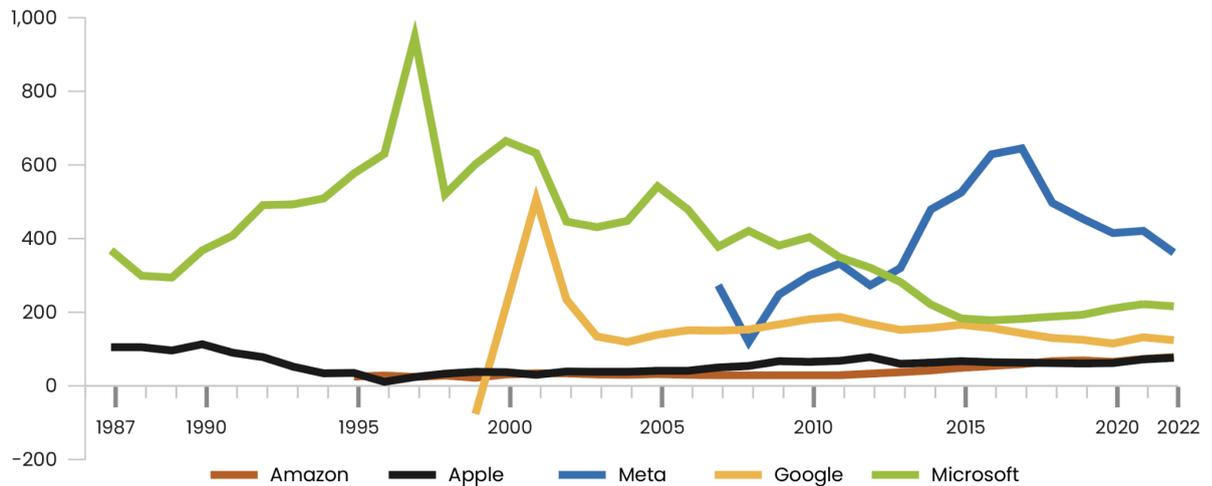
La première est la croissance des inégalités entre les entreprises. Le graphique ci-dessus, qui porte sur des milliers d'entreprises dont la capitalisation boursière est connue, montre que les plus grandes d'entre elles pratiquent les marges les plus élevées, tandis que de nombreuses petites entreprises peinent à dégager le moindre bénéfice. Les marges des 20 premières entreprises se sont élevées en moyenne à 44 % depuis 1995, atteignant 51 % au cours des trois dernières années marquées par la pandémie, tandis que les 50 % d'entreprises les plus petites de l'étude ont stagné à environ 25 % [6]. Précisons bien que ces 50 % d'entreprises plus petites dont nous parlons sont encore parmi celles qui sont cotées en bourse. **Un nombre beaucoup plus important d'entreprises, telles que les PME, les entreprises familiales et d'autres trop petites pour cette étude, sont encore plus mal loties.** Entre-temps, les entreprises à marge élevée sont devenues les plus grandes et les plus puissantes du monde. Des taux de marge élevés contribuent à des bénéfices importants et à une valeur de marché élevée.

Deuxièmement, les marges moyennes des plus grandes entreprises figurant dans le graphique ci-dessus ont connu une augmentation constante entre 1995 et 2022, alors que les marges moyennes des entreprises plus petites n'ont pratiquement pas changé. D'autres recherches ont mis en évidence la même tendance [7].

Dans certains secteurs comme les grandes entreprises technologiques ou les laboratoires pharmaceutiques, les marges atteignent même plusieurs centaines de pour cent.



Source : calcul des auteurs sur la base de données Worldscope / Refinitiv. Voir notes 1 et 2.



Source : données Bloomberg

Les marges des grandes entreprises technologiques sont actuellement de 75 % et plus, et ont historiquement atteint près de 1000 %, ce qui signifie qu'elles ont facturé leurs biens et services dix fois plus que ce qu'il en coûtait pour les produire. L'évolution des marges de Microsoft dans le graphique ci-dessus illustre la montée d'un immense pouvoir monopolistique dans les années 1990, suivie d'une action antitrust efficace de la part des régulateurs américains : quelque chose qui pourrait être réalisé à nouveau [8].

Les marges outrancières des monopoles

Les entreprises de l'agro-industrie réalisent des bénéfices excessifs en s'érigant en intermédiaires obligés entre les consommateurs et les agriculteurs, prélevant au passage des sommes considérables à leurs dépens [9]. Les neuf premiers producteurs mondiaux d'engrais, par exemple, ont triplé leurs bénéfices en 2022, et les prix des engrais et des denrées alimentaires restent élevés aujourd'hui, malgré la baisse des prix mondiaux des intrants fertilisants.

Les décisions relatives à la production de médicaments sont basées sur leur rentabilité pour les grandes entreprises pharmaceutiques, ce qui fait que les maladies peu rentables sont souvent ignorées. Par exemple, l'absence de recherche de nouveaux antibiotiques, en dépit de la résistance antimicrobienne croissante, menace de provoquer des millions de décès par an. Les multinationales pharmaceutiques ont connu des vagues de consolidation, de fusions et d'acquisitions tout en accaparant des brevets et d'autres formes de propriété intellectuelle [10]. Ce système monopolistique empêche effectivement les populations et les nations plus pauvres de développer des médicaments vitaux et d'y avoir accès.

Les marchés mondiaux de l'énergie sont dominés par une poignée d'entreprises géantes, qui sont les plus gros pollueurs de la planète. Alors que des millions de personnes avaient

du mal à s'acquitter de leurs factures d'énergie en hausse, les géants du pétrole comme Shell, BP, Exxon, Chevron et TotalEnergies [11] ont engrangé 195 milliards de dollars de bénéfices en 2022 [12].

Ces impôts privés payés par le public aux plus grandes entreprises mondiales et à leurs propriétaires milliardaires aggravent la crise du coût de la vie [13] et des inégalités déjà extrêmes. Ces monopoles semblent également utiliser leur position dominante sur les marchés pour écraser ou évincer les entreprises plus petites, ce qui nuit à la prospérité économique générale.

Le pouvoir de monopole se traduit aussi en influence politique

Selon les chiffres les plus récents, les 20 premières entreprises mondiales dépensent plus de 155 millions d'euros par an en lobbying pour influencer les institutions politiques aux États-Unis et dans l'UE [14]. Elles s'appuient sur un réseau d'influence composé de 236 organisations, fédérations, associations professionnelles et think tanks en Europe. Elles ont dépensé 118,3 millions d'euros aux États-Unis et 36,9 millions d'euros dans l'UE. Les grandes entreprises technologiques sont de loin celles qui dépensent le plus en lobbying parmi les 20 premières entreprises mondiales, avec 82 % du total (30,3 millions d'euros) dans l'UE et 58 % (61,1 millions d'euros) aux États-Unis.

Cependant, même ces chiffres sous-estiment l'ampleur des dépenses consacrées à l'influence politique par les 20 plus grandes multinationales du monde. Le pouvoir structurel de ces monopoles renforce également cette influence politique, car ils peuvent exercer une forte pression sur les gouvernements en raison de leur position dans l'économie et la société, même sans mener d'actions de lobbying directes.

Pourtant, les impacts négatifs des monopoles sont bien plus vastes et profonds que la simple manipulation des prix des biens et des services, comme le montre le rapport *Taken, not earned*. Le pouvoir des monopoles peut être mesuré ou caractérisé de plusieurs façons : ratios de concentration ou parts de marché ; bénéfices excédentaires ; barrières à l'entrée qui empêchent les concurrents d'entrer sur le marché ; pouvoir de lobbying ; ou pouvoir d'augmenter les prix au-dessus des coûts, ce qui est le principal indicateur mis en avant dans le rapport [15].

Le pouvoir de monopole est plus important que la somme de ses éléments constitutifs, ce qui, après tout, est souvent l'objectif principal des grandes fusions entre entreprises. La taille n'est donc pas seulement un problème économique, c'est aussi un problème politique.

Comment les monopoles s'accrochent à leur argent, à n'importe quel prix

Si l'on retrace l'origine de la richesse et de l'influence des plus grands milliardaires, un schéma commun se dessine. Souvent, tout d'abord, ils innovent pour produire de meilleurs biens ou services afin d'accroître leur part de marché. Ensuite, ils acquièrent une position dominante, ce qui leur permet de défendre et de renforcer leur monopole, d'étouffer leurs concurrents, d'externaliser les coûts environnementaux et sociaux et de s'assurer qu'ils ne paient qu'un minimum d'impôts. Les monopoliseurs deviennent, comme l'a dit la régulatrice américaine Lina Khan, « *too big to care* », « trop gros pour se préoccuper des autres » [16].

Une fois le monopole assuré, ils se contentent d'extraire des profits et consacrent une partie de leurs bénéfices à des rachats d'actions improductifs et à des activités de lobbying visant à protéger leurs intérêts. Facebook, par exemple, a eu des années pour remédier aux problèmes de contenus toxiques en ligne, mais son pouvoir monopolistique lui permet de ne pas trop s'inquiéter de voir des entreprises plus performantes l'éclipser.

Au cours des dernières décennies, une poignée de méga-entreprises ont atteint une taille extrême, les marchés sont devenus de plus en plus concentrés et le pouvoir privé de quelques-uns est de plus en plus utilisé pour dicter le fonctionnement de nos économies. Par exemple, quatre entreprises contrôlent la moitié du marché mondial des semences commerciales, et les deux premières contrôlent 40 % des ventes mondiales. La moitié du marché mondial des machines agricoles est dominé par six entreprises, et trois multinationales seulement fournissent près de 100 % de la génétique des volailles commerciales [17]. Dans le domaine de la technologie, Google détient 90 % des parts du marché mondial de la recherche en ligne, tandis que 99 % des parts du marché mondial des systèmes d'exploitation sont réparties entre Android et iOS d'Apple. Dans certains pays, jusqu'à 90 % des acheteurs en ligne utilisent Amazon, le géant du commerce électronique [18].

Cette concentration se traduit par des bénéfices massifs pour les acteurs en place. D'une manière plus générale, les grandes entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels en 2022, selon Oxfam, dont 84 % ont été versés aux actionnaires [19].

Outre les secteurs déjà mentionnés de l'alimentation, des médicaments, de l'énergie, du numérique et de la finance, d'autres secteurs sont dominés par des monopoles : plateformes dominantes de covoiturage et de réservation d'hôtels, négociants mondiaux de matières premières, chaînes de supermarchés géantes. Ajoutons à cela les quatre grands cabinets comptables, les deux grands gestionnaires d'actifs mondiaux, les trois grands labels musicaux, les quatre entreprises qui dominent le marché mondial de la bière, et les puissants groupes et magnats des médias.

La finance joue un rôle particulier dans l'histoire du pouvoir des monopoles et est elle-même fortement concentrée. Il n'y a qu'à considérer les grandes banques mondiales, dont 29 sont officiellement considérées comme « *too big to fail* », trop grosses pour faire faillite [20]. Si l'une d'entre elles venait à s'effondrer, elle risquerait de provoquer un chaos financier, de sorte que les gouvernements et les contribuables n'auraient d'autre choix que de la renflouer

– comme cela s'est produit lors de la dernière crise financière mondiale, alors même que les banquiers s'en sont largement tirés à bon compte [21].

Deuxièmement, la finance tend à injecter des capitaux bon marché dans les monopoles et à affamer leurs concurrents plus faibles, ce qui ne fait qu'aggraver le problème. L'investisseur et financier milliardaire Warren Buffett s'est fait le champion de cette approche d'investissement dans les monopoles, qui a fait de lui le cinquième homme le plus riche du monde. Buffett pourrait être décrit comme un monopoliste, n'investissant que dans des entreprises disposant d'un grand pouvoir de fixation des prix et de « douves » défensives autour de leurs châteaux pour empêcher les concurrents d'entrer [22]. Dans le même temps, les départements de fusions et acquisitions (M&A) des banques d'investissement mondiales promeuvent activement la monopolisation en facilitant et en encourageant les grandes entreprises à devenir encore plus grandes en fusionnant, ce qui leur permet de gagner d'importantes commissions au passage.

Les banques et les investisseurs dominants contribuent également à alimenter la crise écologique. Dans le secteur de la finance, Greenpeace a montré que 24 banques présentes à Davos ont financé l'industrie des énergies fossiles à hauteur de 1400 milliards de dollars entre la signature de l'Accord de Paris et 2018 [23]. Au niveau individuel, les investissements d'un milliardaire reviennent à émettre un million de fois plus de gaz à effet de serre que la moyenne des gens [24].

Le “Who’s who” des monopoliseurs

Les bénéficiaires des monopoles sont bien connus. Le tableau ci-dessous présente les 20 milliardaires les plus riches du monde, selon la liste *Forbes* 2023 [25], ainsi que les 20 plus grandes entreprises selon la capitalisation boursière, c'est-à-dire la valeur de marché d'une société cotée en bourse. On constate un chevauchement important entre les deux listes.

Tableau 1

Milliardaire et rang mondial	Fortune mds US\$	Entreprise et son rang mondial	Capitalisation mds US\$
1. Bernard Arnault	211	19. LVMH	355
2. Elon Musk	180	9. Tesla	639
3. Jeff Bezos	114	5. Amazon	1403
4. Larry Ellison	107	9. Tesla	639
5. Warren Buffett	106	8. Berkshire Hathaway	747

6. Bill Gates	104	2. Microsoft	2555
7. Michael Bloomberg	95		
8. Carlos Slim	93		
9. Mukesh Ambani	83		
10. Steve Ballmer	81	2. Microsoft	2555
11. Bettencourt et famille	81		
12. Larry Page	79	4. Alphabet / Google	1569
13. Amancio Ortega	77		
14. Sergey Brin	76	4. Alphabet / Google	1569
15. Zhong Shanshan	68		
16. Mark Zuckerberg	64	7. Meta / Facebook	788
17. Charles Koch et famille	59		
18. Julia Koch et famille	59		
19. Jim Walton	59	14. Walmart	442
20. Rob Walton	58	14. Walmart	442

Source : [Forbes' Billionaires list](#), 2023 pour les 20 premières fortunes.

Tableau 2

Entreprises	Capitalisation (mds US\$)
1. Apple	2688
2. Microsoft	2,555
3. Saudi Aramco	2,138
4. Alphabet / Google	1,569
5. Amazon	1,403
6. NVIDIA	1,028
7. Meta / Facebook	788

8. Berkshire Hathaway	747
9. Tesla	639
10. Eli Lilly	525
11. United Health	493
12. Visa	491
13. TSMC	451
14. Walmart	442
15. Novo Nordisk	434
16. ExxonMobil	421
17. JPMorgan Chase	402

Entreprises classées par capitalisation boursière au 1er novembre 2023,,
companiesmarketcap.com [26]

Au moins la moitié des 20 milliardaires les plus riches sont des monopolistes classiques et délibérés dont les entreprises détiennent parfois des parts de marché allant jusqu'à 90 % dans leurs secteurs d'activité. Cela concerne des milliardaires tels que Jeff Bezos d'Amazon, Bill Gates de Microsoft, et Sergey Brin et Larry Page, tous deux d'Alphabet/Google. Les autres milliardaires figurant sur la liste *Forbes* 2023 ne sont pas généralement considérés comme des monopoliseurs, mais presque tous bénéficient d'un pouvoir de marché outrancier qui est l'un des piliers de leur fortune.

Par exemple, nombreux sont ceux qui considèrent Elon Musk, dirigeant du constructeur de véhicules électriques Tesla, comme un innovateur. Pourtant, il a également profité de sa large domination du marché. Tesla détenait une part de marché de 79 % sur les ventes de véhicules électriques neufs aux États-Unis en 2020, et bien que cette part ait fortement diminué depuis l'arrivée d'autres constructeurs, elle représente toujours une domination écrasante [27]. Parallèlement, l'une des autres entreprises de Musk, SpaceX, est depuis un certain temps le seul moyen réaliste pour la Nasa d'envoyer ses fusées dans l'espace, et l'acquisition de Twitter (qu'il a rebaptisé X) lui confère un poids politique et culturel considérable [28].

Les monopoles en chiffres

5 des 20 plus grosses fortunes mondiales viennent du secteur de la distribution et du luxe, tandis que 2 des plus grandes entreprises au monde appartiennent à ce secteur.

7 des 20 plus grosses fortunes mondiales viennent du secteur des technologies, tandis que 7 des plus grandes entreprises au monde appartiennent à ce secteur.

1 des 20 plus grosses fortunes mondiales viennent du secteur de la finance, tandis que 3 des plus grandes entreprises au monde appartiennent à ce secteur.

2 milliardaires figurant sur la liste des 20 premières fortunes mondiales sont liés au secteur de l'énergie, et 2 des plus grandes entreprises mondiales appartiennent à ce même secteur.

3 milliardaires figurant dans la liste des 20 premières fortunes mondiales sont liés à des conglomérats.

Aucun milliardaire de la liste des 20 premières fortunes mondiales n'est issu du secteur pharmaceutique, mais 5 des plus grandes entreprises au monde appartiennent à ce secteur.

Les effets de cette concentration et cette domination affectent l'ensemble de l'économie. Cela contraste avec les années 1930, par exemple, lorsque la part de l'économie américaine dominée par les 0,1 % d'entreprises les plus importantes, classées en fonction de leurs actifs, était inférieure à 50 %. Aujourd'hui, cette part atteint presque 90 % [29].

Les monopoles sont à l'origine d'inégalités économiques massives

- La valeur de marché cumulée des 20 premières entreprises figurant sur la liste du rapport *Taken, not earned* est de 18 000 milliards de dollars américains. Cela équivaut au PIB de la France, de l'Allemagne, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni réunis [30].
- La valeur de marché, soit 5 100 milliards de dollars, des deux plus grandes entreprises du monde équivaut à la richesse combinée de 2,8 milliards de personnes [31].
- Les 2 640 milliardaires du monde entier possèdent collectivement plus de deux fois la richesse des 2,8 milliards les plus pauvres [32].
- La personne la plus riche du monde, Bernard Arnault, qui dirige la plus grande entreprise de produits de luxe du monde, LVMH, possède plus d'un million de fois la richesse de la personne moyenne appartenant à la moitié la plus pauvre de la population mondiale [33].

Leur pouvoir, parfois officiellement décrit comme un pouvoir du « gardien des portes » ou *gatekeeper* [34], permet aux monopoles d'imposer leurs conditions et des prélèvements obligatoires à tous ceux qui dépendent d'eux. Ils peuvent prélever ces taxes privées non

seulement sur les consommateurs, mais aussi sur les petites entreprises qui sont sous leur emprise, s'immiscant ainsi dans l'une des prérogatives ultimes du pouvoir d'État : la fiscalité.

De telles relations de pouvoir hiérarchiques et extractives sont très répandues : entre les supermarchés et les agriculteurs, entre Amazon et ses vendeurs, entre Uber et ses chauffeurs, entre Apple et les développeurs de ses boutiques d'applications, entre les trois grands labels de musique et les musiciens. La liste est longue.

Il est temps de mettre au pas les monopoliseurs, comme cela a déjà été fait dans le passé

Les régulateurs sont censés remettre en cause les monopoles. Pourtant, soit ils se laissent endormir par l'idée fausse que les monopoles apportent automatiquement des « gains d'efficacité » et des avantages aux consommateurs, soit ils sont la proie de l'influence et du lobbying de ces géants. Une recherche récente montre que la Commission européenne n'a empêché que 0,7 % des projets de fusions entre 2005 et 2023 [35].

L'action politique, y compris à travers la politique de la concurrence, peut remettre en cause le pouvoir monopolistique en démantelant les entreprises dominantes ou en appliquant des contrôles plus stricts sur les fusions. Le Balanced Economy Project, SOMO, Global Justice Now et LobbyControl appellent également les gouvernements à recourir à des réglementations d'intérêt public, telles que : la nationalisation des entreprises dominantes qui fournissent un bien public ou un service essentiel, et leur gestion comme un service public ; la réforme des accords internationaux de commerce, d'investissement et de financement pour limiter la concentration excessive de pouvoir des entreprises et les dommages qui en découlent ; la limitation de l'influence du lobbying des monopoles en renforçant les règles relatives aux conflits d'intérêts et en améliorant la transparence des institutions politiques.

Pour en savoir plus

Taken, not earned: How monopolists drive the world's power and wealth divide (« Pris, pas mérité : Comment les monopoles accroissent les inégalités de pouvoir et de richesse ») publié en anglais le mercredi 17 janvier 2024, 0h01.

Études de cas (en anglais) :

- [Énergie](#)
- [Grande distribution et luxe](#)
- Des études de cas sur les grandes entreprises pharmaceutiques, les grandes entreprises technologiques, les géants de l'agroalimentaire et la finance seront publiées le 17 janvier 2024.

À propos des auteurs du rapport

Nicholas Shaxson est directeur du **Balanced Economy Project** et écrit sur la finance internationale, la corruption et le pouvoir. Il a écrit pour le *Financial Times*, le *New York Times*, le *Guardian*, l'*Economist*, *Vanity Fair*, le *Washington Post*, le *Times*, *Foreign Affairs*, le FMI et bien d'autres. Il est l'auteur de [Poisoned Wells](#) (2008), un livre sur le pétrole et la politique en Afrique de l'Ouest ; [Treasure Islands](#) (2011), un livre sur les paradis fiscaux, et [The Finance Curse](#) (2018) sur les centres financiers surdimensionnés.

Claire Godfrey est une spécialiste des politiques publiques et des campagnes qui a plus de 25 ans d'expérience dans le domaine du développement durable international. Elle a notamment travaillé pour Oxfam et Bond UK, en tant que directrice de la politique et du plaidoyer. Elle est Senior Atlantic Fellow for Social and Economic Equity au sein de l'International Inequalities Institute de la LSE et conseillère pour le **Balanced Economy Project**.

Le [Balanced Economy Project \(Projet pour une économie équilibrée\)](#) est une organisation internationale fondée au Royaume-Uni en 2021. Son objectif est de demander des comptes aux entreprises puissantes et de redonner aux générations actuelles et futures la possibilité de restructurer continuellement nos économies, en limitant collectivement le pouvoir des entreprises.

Partenaires du rapport

[Global Justice Now](#) est une organisation démocratique pour la justice sociale qui fait partie d'un mouvement mondial visant à défier les puissants et à créer un monde plus juste et plus

équitable. GJN mobilise les citoyens britanniques en faveur du changement et agit en solidarité avec ceux qui luttent contre l'injustice, en particulier dans les pays du Sud.

Depuis 1973, sous le nom de Centre de recherche sur les entreprises multinationales, [SOMO](#) s'efforce de transformer le système économique en limitant le pouvoir des entreprises et en plaidant pour la justice sociale. SOMO travaille dans le cadre de partenariats établis de longue date sur les cinq continents.

[LobbyControl](#) est une initiative de la société civile qui fournit des informations sur le lobbying, les campagnes de relations publiques et les think tanks et qui promeut la transparence et la démocratie en Allemagne et au niveau européen. LobbyControl a été fondé en 2005 et fait partie de l'[Alliance](#) européenne [pour la transparence du lobbying et la réglementation de l'éthique](#) (ALTER-EU).

Soutien éditorial : Dannielle Taaffe

Mise en page et graphisme : Christian Guthier

Traduction du dossier de presse et soutien à la diffusion en France :

Observatoire des multinationales. <https://observatoiredesmultinationales.org>

NOTES

[1] « Depuis plus de 50 ans, le Forum engage des partenaires mondiaux pour avoir un impact significatif - en créant des initiatives historiques, des percées industrielles, des solutions économiques et des dizaines de milliers de projets et de collaborations - améliorant ainsi l'état du monde ».

<https://www.weforum.org/impact/>

[2] Partenaires du Forum économique mondial ; <https://www.weforum.org/partners/>

[3] Cory Doctorow évoque ce cycle de vie des monopoles dans son livre *Chokepoint Capitalism* (2022). Lina Khan, présidente de la Commission fédérale du commerce des États-Unis, a déclaré : « Dans un premier temps, les entreprises sont à la recherche de croissance et de parts de marché et se font donc concurrence pour que leurs produits soient bons pour les consommateurs. Mais nous avons constaté que sur les marchés numériques, une fois que le marché a basculé et que les entreprises commencent à jouir d'un pouvoir de monopole et sont en mesure de commencer à protéger ce pouvoir, nous voyons qu'elles commencent à devenir trop grandes pour se préoccuper des autres, d'une manière élémentaire. Ils peuvent rendre leurs services pires, les rendre plus chers. Au stade ultime de ce cycle monopolistique, ces entreprises sont tout simplement en mode extractiviste... elles dégradent activement leurs services d'une manière qu'elles reconnaissent en rendant le produit moins bon. » ([Bloomberg TV](#), 3 novembre 2023)

[4] Par exemple, la Commission fédérale du commerce des États-Unis déclare : « Les tribunaux n'exigent pas un monopole littéral avant d'appliquer les règles de conduite pour une entreprise unique ; ce terme est utilisé pour désigner une entreprise disposant d'un pouvoir de marché important et durable - c'est-à-dire la capacité à long terme d'augmenter les prix ou d'exclure les concurrents. C'est ainsi que ce terme est utilisé ici : un 'monopoliseur' est une entreprise disposant d'un pouvoir de marché significatif et durable. » Voir "[Monopolization Defined](#)", FTC, non daté. La Commission européenne a [défini](#) la position dominante comme « une situation de puissance économique détenue par une entreprise qui lui donne le pouvoir de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur le marché en cause en lui fournissant la possibilité de comportements indépendants dans une mesure appréciable vis-à-vis de ses concurrents, de ses clients et, finalement, des consommateurs. » Voir également [Competition is Killing Us](#) de Michelle Meagher (2020), en particulier les pages 79 à 83.

[5] Calcul des auteurs basés sur les données de Worldscope / Refinitiv. La liste des 20 premières entreprises, des 100 premières entreprises et des 50 % d'entreprises les moins performantes a été calculée séparément pour chaque année de 2018 à 2022, et le classement a été effectué en fonction de la capitalisation boursière. Le nombre total d'entreprises dans notre échantillon en 2022 était de 33 953 (le nombre était différent selon les années). L'échantillon total des entreprises dans la base des données était environ trois fois plus important, mais nous avons exclu de nombreuses entreprises parce qu'elles n'avaient pas de capitalisation boursière enregistrée.

[6] Les données des auteurs montrent des marges moyennes de 50,6, 42,5 et 23,7 % pour les 20 premières entreprises, les 100 premières et les 50 dernières respectivement, de 1995 à 2022 ; et de 51,4, 50,0 et 25,0 % pour les trois dernières années. Source : Worldscope/Refinitiv.

[7] [The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications](#), Jan de Loecker Jan Eeckhout, Gabriel Unger, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol 135, Issue 2, May 2020, Pages 561-644, January 23, 2020. Pour les estimations à 40, 60 et 80 %, voir également la figure 4 à l'adresse <https://www.theprofitparadox.com/> (estimations visuelles).

[8] [Microsoft Antitrust Case](#), Corporate Finance Institute.

[9] [A corporate cartel fertilises food inflation](#), Grain, mai 2023.

[10] [Antibacterial Agents in Preclinical Development](#), World Health Organisation, 2019.

[11] [Crisis year 2022 brought \\$134 billion in excess profit to the West's five largest oil and gas companies](#), Global Witness, février 2023.

[12] ['Monster profits' for energy giants reveal a self-destructive fossil fuel resurgence](#), *The Guardian*, février 2023.

[13] Les marges ou *markups* sont calculées de la manière suivante : recettes moins coût des marchandises vendues) / coût des marchandises vendues. Elles sont souvent multipliées par 100 pour être exprimées en pourcentage. Les taux de marge varient considérablement d'un secteur à l'autre, pour différentes raisons, qui ne se limitent pas au pouvoir de marché. Dans le commerce de détail hors luxe, par exemple, les marges ont tendance à être faibles (les bénéficiaires sont liés aux volumes), tandis que dans les grandes entreprises technologiques, elles peuvent être beaucoup plus élevées.

- [14] Analyse par LobbyControl des dépenses de lobbying des 20 plus grandes entreprises en Europe et aux États-Unis, sur la base des registres de transparence de l'Union européenne et des États-Unis, pour 2021, 2022 et 2023.
- [15] L'une des mesures les plus courantes est l'indice Herfindahl-Hirschman, qui se calcule en élevant au carré la part de marché (entre 0 et 1) de chaque entreprise concurrente dans un secteur, puis en additionnant les chiffres obtenus.
- [16] Ibid, voir note 3.
- [17] [Food Barons](#), ETC Group, juillet 2022. Il s'agit de chiffres globaux : au niveau local ou national, les niveaux de concentration sont souvent bien plus élevés.
- [18] Pour la part de plus de 90 % de Google Search, voir [Online platforms and digital advertising Market study final report](#), Competition and Markets Authority, 2020, p10. Voir également Mobile Operating System Market Share Worldwide Nov 2022 - Nov 2023, Statcounter, Nov 2023, indiquant une part de 70,2 % pour Android et une part de 29,1 % pour iOS. Sur Amazon, voir [Amazon's European Chokehold](#), SOMO, juillet 2023.
- [19] [Survival of the Richest : how we must tax the super-rich now to fight inequality](#), Oxfam, janvier 2023.
- [20] [2023 List of Global Systemically Important Banks \(G-SIBs\)](#), Conseil de stabilité financière, 27 novembre 2023.
- [21] [Why Only One Top Banker Went to Jail for the Financial Crisis](#)
- [22] [Warren Buffett's Investment Strategy, and Rules, and How He Made His Fortune](#), Investing.com, décembre 2023
- [23] [Davos financial players pump US\\$1.4 trillion into fossil fuels](#), Greenpeace International, janvier 2020 et [Banking on Climate Change - Fossil Fuel Finance Report Card 2019](#), BankTrack, 2019.
- [24] [A billionaire emits a million times more greenhouse gases than the average person](#), Oxfam, November 2022.
- [25] Liste des milliardaires de *Forbes* : [Les plus riches en 2023](#)
- [26] Pour les milliardaires les plus riches, nous avons pris la liste des milliardaires du monde de *Forbes* : The Richest in 2023, Rob LaFranco And Chase Peterson-Withornm, *Forbes*, 2023 (non daté, mais avec une date butoir du 10 mars 2023). En ce qui concerne les entreprises, il existe plusieurs façons de les classer en fonction de leur taille, notamment selon la capitalisation boursière ou selon le chiffre d'affaires. Nous classons ici les entreprises en fonction de leur capitalisation boursière, qui est un meilleur indicateur de leur pouvoir de marché que leur chiffre d'affaires - et c'est aussi celui qui présente le plus de similitudes avec la richesse des milliardaires. Le classement en fonction du chiffre d'affaires, inclut un plus grand nombre d'entreprises du secteur de l'énergie. Notre date butoir pour la capitalisation boursière est le 1er novembre 2023.
- For the richest billionaires, we took Forbes' [World Billionaires List: The Richest in 2023](#), Rob LaFranco And Chase Peterson-Withornm, Forbes, 2023 (undated, but with a data cut-off of March 10, 2023.) In terms of companies, one can rank by size in several ways, including by market capitalisation, or by turnover. We rank by market capitalisation, which is a better pointer towards market power than turnover – and it also sees the closest overlap with billionaire wealth, than ranking by turnover, which includes a lot of energy companies. Our cutoff date for market capitalisation was Nov 1, 2023..
- [27] “Tesla still owns US EV market but is losing market share, shows new data”, Electrek, novembre 2022.
- [28] [Elon Musk : the shocking degree of power wielded by an erratic billionaire](#), *The Week*, 27 septembre 2023.
- [29] « 100 Years of Rising Corporate Concentration », Spencer Kwon, Yueran Ma et Kaspar Zimmermann, Harvard University, University of Chicago, Leibniz Institute for Financial Research, non daté à businessconcentration.com, utilisant des données de 1918-2018, et le document associé [Rising Corporate Concentration Continues a 100-Year Trend](#), Rose Booth, Chicago, 15 août 2022.
- [30] La capitalisation boursière est tirée du tableau 1 ; le PIB est tiré des [estimations du PIB de la Banque mondiale](#).
- [31] La capitalisation boursière d'Apple et de Microsoft est tirée du tableau 1, daté du 1er novembre 2023 ; la richesse combinée des 53 % les plus pauvres est tirée du Credit Suisse / UBS [Global Wealth report 2023](#), p. 21-22.
- [32] Pour les 2 640 milliardaires qui valent 12 200 milliards de dollars, voir [Forbes World's Billionaires List 2023 : The Top 200](#), Forbes, 7 juillet 2023 ; pour la richesse des 2,8 milliards de personnes, voir Credit Suisse / UBS Global Wealth Report 2023.
- [33] Ibid. pour la richesse de la moitié la plus pauvre, voir note 20 ; le chiffre de la richesse d'Arnault est tiré de la liste des milliardaires de Forbes 2023, voir note 33.

[34] La législation reconnaît de plus en plus ce rôle de gardien : par exemple, la loi sur les marchés numériques de l'UE qualifie les entreprises dominantes de « *gatekeepers* ».

[35] « Merger review intervention rates in the EU », par Brianna Rock, Hertie School, publié le 17 janvier 2023.